

Le Collectif «pour un service de réanimation à Manosque» revient brandir sa revendication sur le terrain électoral.

PAGE 9

NARBONNAISE - "LA UNE"  
21/10/2015



**Manosque.** La bataille continue pour la création d'un service de réanimation à l'hôpital Louis raffalli.

# Le collectif réa est encore bien vivant

NARBONNAISE  
21/10/2015

■ Non, le collectif pour une réa à Manosque n'est pas mort. Après une période de silence il brandit à nouveau sa revendication dans le contexte d'une loi Santé qui assène un énième coup aux établissements publics déjà mal en point. De fusions en regroupements, la dégradation que ne parvient plus à dissimuler la dialectique, continue de creuser les inégalités sociales et territoriales d'accès aux soins. La France, championne du monde des technologies médicales combine ce paradoxe d'énormes carences en matière de médecine de proximité et détient de ce fait cet autre et triste record d'être en Europe au premier rang des morts prématurées (avant 65 ans). Les déserts médicaux sont en jeu que vient aggraver une politique d'éloignement des services d'hospitalisation. Ce que dénonce le collectif participe de cette démonstration en s'appuyant notamment sur une étude du CHU de Poitiers (2012) qui constate en cas d'accueil tardif en réanimation, un accroissement de 40% des décès. Les citoyens du bassin sanitaire, Alpes de Haute-Provence/Haut Var, se trouvant en moyenne à plus d'une heure d'un service de réanimation, on estime ainsi un tribut local de 20 vies perdues chaque année. Au cours d'une rencontre le mois dernier avec Paul Castel, directeur de l'ARS (Agence Régionale de Santé), Cédric Volait, coordinateur régional CGT Santé et Action sociale, devait souligner « des choix opérés depuis dix ans qui éloignent de plus en plus les patients de la Santé



En conférence de presse le collectif réa a averti de son redémarrage

publique des lieux soins », et pour démonstration la fermeture programmée dans le Plan Régional de Santé 2012 - 2016 d'une trentaine de services en PCACA dont onze réas (sur les 45 existantes). « La désertification sanitaire programmée des départements alpins est plus que jamais en route malgré l'écran de fumée que représente le Communauté Hospitalière de Territoire du Pays provençal. Le développement du "trimballage" des patients d'un territoire à l'autre, est inacceptable ».

## 65 000 signataires

A ce jour la pétition du Collectif réa a recueilli plus de 65 000 signatures. Son porte-parole Jean-François Pellarey rappelle aussi la prise de position en faveur de l'ouverture du service de toutes les municipalités du bassin qui ont pris des motions délibérantes dans ce sens. « Tous nous soutiennent, dit J.F. Pellarey, sauf Cas-

taner. Celui-là même qui portait la motion au Conseil régional en février 2012, après avoir été élu député en juillet de la même année, a retourné sa veste. L'ARS continue d'imposer sa politique de casse du service public de santé avant même que la loi Touraine ne soit adoptée avec l'accord tacite de la majorité à l'Assemblée nationale. » Christian Ribaud rappelle également que l'hôpital de Manosque est l'établissement référent d'ITER où le pic du chantier prévoit près de 3000 travailleurs sur site. Le collectif qui avait eu toute l'attention de l'ancien directeur général, sollicitera une rencontre avec son successeur, Bernard Bigot. Le collectif réa réinvestit donc le terrain pour interpeller la population mais aussi les candidats aux Régionales et promet son action coup de poing avant la fin de l'année.